

**Appel à la résistance contre**

**la destruction sociale et environnementale**

**Lancé par la Marche mondiale des femmes au Québec**

*Novembre 2014*

**Nous, les femmes de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes, appelons à la résistance contre la destruction sociale et environnementale** **actuellement en cours au Québec et au Canada.** Entre le mensonge de l’austérité et la promotion d’une économie basée sur l’exploitation des personnes et des ressources, les gouvernements contribuent à une attaque en règle contre les femmes, la justice sociale et l’intégrité de la Terre.

Nous appelons à la résistance contre les gouvernements du Québec et du Canada, qui défendent les intérêts du patronat, et qui prétendent n’avoir d’autre choix que celui de couper dans les dépenses publiques pour« équilibrer le budget», présentée comme la seule et unique voie possible vers un Québec prospère. De quelle prospérité parle-t-on si les services, programmes et emplois qui ont donné plus de liberté et de place aux femmes disparaissent?

Les coupes tous azimuts dans le filet social, l’éducation, les services sociaux, la santé, les services communautaires attaquent de plein fouet les femmes du Québec. Ce n’est pas un hasard si l’on commence avec les femmes. Appauvrissement, épuisement professionnel, violence, précarité, dévalorisation, surcharge de travail et perte de sens : voilà ce qui attend de nombreuses femmes au Québec avec la multiplication des coupes farouches. Nous allons résister contre cette attaque historique sur les gains des femmes.

Avec ces coupes, les écarts entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes vont se creuser. Nos corps ne sont que des marchandises à consommer ou des machines à produire ou à reproduire. Nous n’acceptons pas ce modèle où la richesse de certains hommes et femmes se fait sur le dos de femmes monoparentales, à faible revenu, précaires, immigrantes, noires et brunes, fragiles au plan de la santé. **Nous nous mobilisons pour une autre vision de la vie et du bien-être de nos communautés que celle proposée par les capitalistes rapaces prêts à tout au nom des profits.**

Nous en avons ras-le-bol des mensonges. Nous refusons le discours à l’effet que le Québec n’a pas le choix alors qu’il s’agit bel et bien de choix politiques et idéologiques. Nous crions notre indignation face à l’idée que nos droits, l’égalité et la justice sociale devront attendre l’atteinte de l’équilibre budgétaire. Couper est une fausse solution à un problème créé de toutes pièces.

Nous appelons à la résistance contre les gouvernements du Québec et du Canada, et contre les tenants de l’industrie extractive qui tentent de nous faire croire que l’avenir est dans le pétrole et l’extraction des ressources naturelles : transport du pétrole des sables bitumineux, exploitation des gaz de schiste et extraction d’uranium. Pourtant, rien n’est plus faux. Depuis quand les profits sont-ils plus importants que l’accès à l’eau potable?

**Nous disons NON à ce type d’industrie patriarcale, qui attaque les droits, les libertés et l’accès à l’égalité pour les femmes autochtones, québécoises et immigrantes.** Dans cette économie destructrice, elles sont les premières touchées par l’exploitation sexuelle et la violence. Loin de bâtir nos communautés, ces industries contribuent à l’affaiblissement du tissu social et à la destruction de la Terre qui nous accueille. Qui veut de cette augmentation de la pauvreté et du décrochage scolaire, des problèmes sociaux, des inégalités entre travailleurs et travailleuses ? En bout de ligne, ce sont encore et toujours les femmes qui sont appelées à gérer les impacts sociaux de ce modèle économique sur nos communautés.

**Nous disons NON à cette vision du « développement » qui menace les écosystèmes, détruit et s’approprie les territoires autochtones non-cédés[[1]](#footnote-2), déstabilise nos communautés et contribue au réchauffement climatique et à l’empoisonnement de l’eau.**

Nous appelons à la résistance contre la logique guerrière et militariste qui oriente les politiques actuelles du gouvernement fédéral. Nous en avons assez des politiques machistes et autoritaires qui valorisent la mort et la domination pour régler des conflits et pour s’imposer. L’intimidation est devenue le comportement normal de l’État canadien. Pour soutenir les femmes et les peuples ici et ailleurs, il faut reconnaître le droit à l’autodétermination des peuples, financer l’éducation, soutenir les mouvements féministes et sociaux et respecter les droits humains, non pas dépenser pour des avions F16, organiser des festivals qui célèbrent la culture militaire et participer aux guerres impérialistes au Moyen Orient. Pas question que le Canada prenne part à la nouvelle guerre en Iraq en notre nom.

Un autre monde est possible. Nous sommes mobilisées tous les jours pour soutenir et créer des milieux de vie et de travail où il fait bon vivre, pour nous et en solidarité avec les femmes du monde entier.

Nous proposons une vision où la justice règne, où la domination laisse place à la paix et à la liberté. Où le travail des femmes est plutôt source de valorisation et non d’exploitation. Où les femmes autochtones peuvent s’épanouir et non disparaître. Où le travail améliore notre vie et celle des gens qui nous entourent. Où la nourriture est saine et l’énergie propre. Nous croyons qu’il est possible de faire autrement et mieux. Nous refusons le défaitisme. Nous choisissons la vie, la solidarité et l’amour.

Voilà dans quoi il faut investir.

**Voilà ce pour quoi nous nous mobilisons, et ce pour quoi nous nous mobiliserons en 2015 lors de la 4ème Action de la Marche mondiale des femmes au Québec et partout dans le monde.**

**Du 8 mars au 17 octobre 2015, nous serons en action autour du thème : *Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires*.**

**Joignez-vous aux résistances féministes contre le mensonge de l’austérité et de la destruction environnementale.**

**Joignez-vous à la mobilisation pour un monde de liberté, de paix, de justice, d’égalité et de solidarité, avec rage et amour.**

Plus d’informations sur : www.mmfqc.org

1. **Territoires autochtones non-cédés :** Expression pour décrire le fait que les peuples autochtones qui vivaient ou vivent encore sur un territoire ne l’ont jamais cédé, vendu ou échangé, ni transféré de quelque manière que ce soit au peuple qui l’a colonisé, de même qu’aucun traité ne s’applique sur ce territoire pour en définir l’utilisation par les différents peuples. [↑](#footnote-ref-2)